

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2024

Assemblée Générale Ordinaire du 23 mai 2025

ASSOCIATION CIDFF
52, rue Maréchal Foch
66000 PERPIGNAN

ASSOCIATION CIDFF
Siège social : 52, rue Maréchal Foch
66100 PERPIGNAN

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos au 31 décembre 2024

Aux membres de l'Association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association CIDFF relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association CIDFF à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications des documents adressés aux membres de l'association

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la direction de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association CIDFF à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

1

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Perpignan, le 9 mai 2025

Le Commissaire aux comptes

AUDITEURS STEPHANOIS,

Représenté par Julien CARBONNEILL



ASSOC CIDFF

BILAN - ACTIF

Du 01/01/2024 au 31/12/2024



ACTIF

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

01/01/2023 au
31/12/2023

ACTIF IMMOBILISE

Immobilisations incorporelles

Frais d'établissement

Frais de recherche et développement

Donations temporaires d'usufruit

Concessions, brevets et droits similaires

Autres

Immobilisations incorporelles en cours

Avances et acomptes

Immobilisations corporelles

Terrains

Constructions

Installations techn., matériel et outil. ind.

Autres

Immobilisations corporelles en cours

Avances et acomptes

Biens reçus par legs ou d. dest. à être cédés

Immobilisations financières

Participations et créances rattachées

Autres titres immobilisés

Prêts

Autres

TOTAL (I)

67 927,22

62 415,79

5 511,43

10 224,74

ACTIF CIRCULANT

Stocks et en-cours

Créances

Créances clients, usagers et comptes ratt.

Créances reçues par legs ou donations

Autres

Valeurs mobilières de placement

Instruments de trésorerie

Disponibilités

Charges constatées d'avance

TOTAL (II)

276 471,49

276 471,49

196 629,37

Frais d'émission des emprunts (III)

Primes de remboursement des emprunts (IV)

Ecarts de conversion actif (V)

TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)

344 398,71

62 415,79

281 982,92

206 854,11

ASSOC CIDFF
BILAN - PASSIF
Du 01/01/2024 au 31/12/2024



	Du 01/01/2024 au 31/12/2024	Du 01/01/2023 au 31/12/2023
PASSIF		
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	40 869,53	40 869,53
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	20 000,00	
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	104 905,46	71 202,91
Excédent ou déficit de l'exercice	19 254,40	33 702,55
<i>Situation nette (sous total)</i>	<i>185 029,39</i>	<i>145 774,99</i>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		870,58
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	185 029,39	146 645,57
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL (II)		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	8 193,59	
Provisions pour charges		
TOTAL (III)	8 193,59	
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	19 107,47	
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 494,89	12 064,07
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	56 207,58	40 185,21
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		749,26
Instruments de trésorerie	5 950,00	7 210,00
Produits constatés d'avance		
TOTAL (IV)	88 759,94	60 208,54
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	281 982,92	206 854,11

ASSOC CIDFF
COMPTE DE RÉSULTAT

Du 01/01/2024 au 31/12/2024



	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	170,00	180,00
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de service	29 155,10	43 937,66
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	412 067,14	361 341,68
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	390,00	670,00
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	30 853,89	8 389,89
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	0,68	16,04
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	472 636,81	414 535,27
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises et autres achats	1 372,81	631,30
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	71 461,80	56 865,84
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	1 599,82	1 425,32
Salaires et traitements	300 256,54	256 879,85
Charges sociales	71 638,88	53 457,04
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	6 182,31	11 571,48
Dotations aux provisions	8 193,59	
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	5,67	0,95
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	460 711,42	380 831,78
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	11 925,39	33 703,49
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 846,21	685,35
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	1 846,21	685,35
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	158,33	336,92
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)	158,33	336,92
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	1 687,88	348,43

ASSOC CIDFF

COMPTE DE RÉSULTAT

Du 01/01/2024 au 31/12/2024



	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	13 613,27	34 051,92
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	4 770,55	1 794,40
Sur opérations en capital	870,58	4 738,13
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	5 641,13	6 532,53
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		6 881,90
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		6 881,90
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	5 641,13	-349,37
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	480 124,15	421 753,15
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	460 869,75	388 050,60
EXCÉDENT OU DÉFICIT	19 254,40	33 702,55
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	25 184,97	24 585,02
Prestations en nature	123 248,85	115 603,59
Bénévolat	940,00	
TOTAL	149 373,82	140 188,61
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	148 433,82	140 188,61
Prestations en nature		
Personnel bénévole	940,00	
TOTAL	149 373,82	140 188,61
TOTAL	19 254,40	33 702,55

ASSOC CIDFF
ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

Du 01/01/2024 au 31/12/2024



PRÉSENTATION

La nature et le périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

Le CIDFF, Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles, créé le 19 octobre 1979, a pour mission de favoriser l'autonomie des femmes, promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes, valoriser la place des femmes et le rôle de la famille dans la société en :

- développant l'information et favorisant l'accès au droit
- promouvant l'égalité entre les femmes et les hommes par le développement d'activités spécifiques
- travaillant en partenariat avec les organismes compétents, publics, parapublics, privés afin de les informer des problèmes soulevés par les femmes et les familles et les inciter à rechercher des solutions adaptées.

Agréés par décret n°2015-1745 du 23 décembre 2015 inscrit au Code de l'Action Sociale et de la Famille, les CIDFF sont des observateurs confirmés des problématiques sociétales (tenue de statistiques locales traitées nationalement) la polyvalence de leurs domaines d'intervention et leur maillage territorial contribuent au renforcement de la cohésion sociale.

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

D'autre part, aucun fait significatif ne mérite une information particulière.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- image fidèle
- comparabilité et continuité de l'exploitation
- régularité et sincérité
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/12/2024 ont été arrêtés conformément au plan comptable général défini par le règlement 2014-03 modifié de l'Autorité des Normes Comptables, complété du règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

Option de traitement des charges financières :

Les coûts d'emprunts liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations incorporelles, et sont comptabilisés en charges.

Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

ASSOC CIDFF
ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

Du 01/01/2024 au 31/12/2024



Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations incorporelles, et sont comptabilisés en charges.

Option pour le traitement comptable des coûts de développement :

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

L'entité n'est pas concernée par les frais d'augmentation de capital, de fusion, de scission, d'apport.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,

Option de traitement des charges financières :

Les coûts d'emprunts liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations corporelles, et sont comptabilisés en charges.

Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations corporelles, et sont comptabilisés en charges.

Option pour le traitement comptable des coûts de développement :

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

Amortissements des biens non décomposables :

La période d'amortissement à retenir pour les biens non décomposables (mesure de simplification pour les PME) est fondée sur la durée d'usage.

Amortissements des biens décomposables :

L'entité non concernée, aucune immobilisation décomposable n'a été identifiée.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- Installations techniques	6-10 ans
- Matériel informatique	2-4 ans
- Mobilier	4-5 ans

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Conformément à l'article 211-2 du règlement ANC n°2018-06, les contributions volontaires en nature sont valorisées et comptabilisées dans des comptes de classe 8. En effet les conditions posées par cet article sont réunies, à savoir :

- la nature et l'importance des contributions volontaires en nature sont des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'association ASSOC CIDFF.
- l'association ASSOC CIDFF est en mesure de recenser et de valoriser les contributions volontaires en nature.

L'association CIDFF des Pyrénées-Orientales a bénéficié en 2024 :

2

ASSOC CIDFF
ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

Du 01/01/2024 au 31/12/2024



- d'une convention de mise à disposition de personnel avec la mairie de Perpignan évaluée à 38 679 €
- de plusieurs conventions de mise à disposition de locaux avec la mairie de Perpignan évaluées à :
 - 21 945,02 € pour les locaux situés 52 Rue Foch à Perpignan
 - 2 393,62 € pour les locaux situés 1bis Rue de la Savonnerie à Perpignan
 - 846,33 € pour la mise à disposition des Maisons de quartier de Perpignan
- d'un mécénat de compétences conclu avec la Société ORANGE évalué à 84 569,85 €
- de contributions volontaires en nature des membres du Conseil d'Administration évalué à 940 €

ASSOC CIDFF

SUIVI DES OPTIONS

Du 01/01/2024 au 31/12/2024



SUIVI DES OPTIONS

Au 31/12/2023

Au 31/12/2024

Frais de constitution, de transformation et de premier établissement

Entité non concernée



Frais d'augmentation de capital, de fusion, de scission, d'apport

Entité non concernée



Droits de mutation, honoraires, commissions ou frais d'actes sur immobilisations incorporelles et corporelles

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs sont comptabilisés en charges.



Droits de mutation, honoraires, commissions ou frais d'actes sur immobilisations financières

Entité non concernée



Traitement comptable des coûts de développement

Entité non concernée



Traitement des charges financières

Les coûts d'emprunts liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations et stocks, et sont comptabilisés en charges.



Entité non concernée



Amortissement des biens non décomposables

Option pour le maintien de l'amortissement sur la durée d'usage.



Amortissement des biens décomposables

Aucune immobilisation n'est concernée.



Composants de 2eme catégorie, dépenses pluri annuelles de gros entretien ou grandes révisions

Entité non concernée



1

ÉTAT DES IMMOBILISATIONS

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

RABETLLAT
EXPERTISE COMPTABLE

CADRE A		IMMOBILISATIONS	V. brute des immob. début d' exercice	Augmentations suite à réévaluation	acquisitions
INCORP.	Frais d'établissement et de développement	TOTAL			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL	638		
CORP.	Terrains				
	Constructions	Sur sol propre			
		Sur sol d'autrui			
		Inst. générales, agencés & aménagés construct.			
	Installations techniques, matériel & outillage industriels				
		Inst. générales, agencés & aménagés divers	8 195		
	Autres immos corporelles	Matériel de transport			
		Matériel de bureau & mobilier informatique	57 510		1 469
		Emballages récupérables & divers			
	Immobilisations corporelles en cours				
FIN.	Avances et acomptes				
		TOTAL	65 705		1 469
	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations		15		
	Autres titres immobilisés				
FIN.	Prêts et autres immobilisations financières		100		
		TOTAL	115		
TOTAL GENERAL			66 458		1 469

CADRE B		IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des immob. fin ex.	Réévaluation légale/Valeur d'origine
			par virt poste	par cessions		
INCORP.	Frais d'établissement & dévelop.	TOTAL				
	Autres postes d'immob. incorporelles	TOTAL			638	
CORP.	Terrains					
	Constructions	Sur sol propre				
		Sur sol d'autrui				
		Inst. gal. agen. amé. cons				
	Inst. techniques, matériel & outillage indust.					
		Inst. gal. agen. amé. divers			8 195	
	Autres immos corporelles	Matériel de transport				
		Mat. bureau, inform., mobilier			58 979	
		Emb. récupérables & divers				
	Immobilisations corporelles en cours					
FIN.	Avances et acomptes					
		TOTAL			67 174	
	Particip. évaluées par mise en équivalence					
	Autres participations				15	
	Autres titres immobilisés					
FIN.	Prêts & autres immob. financières				100	
		TOTAL			115	
TOTAL GENERAL					67 927	

(1) Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés

ÉTAT DES AMORTISSEMENTS

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

CADRE A

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amorts sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	357	281		638
TOTAL	357	281		638
Terrains				
Constructions				
Sur sol propre				
Sur sol d'autrui				
Inst. générales agen. aménag.				
Inst. techniques matériel et outil. industriels				
Autres immos corporelles				
Inst. générales agencem. amén.	5 146	806		5 951
Matériel de transport				
Mat. bureau et informatiq., mob.	50 731	5 096		55 826
Emballages récupérables divers				
TOTAL	55 876	5 901		61 777
TOTAL GENERAL	56 233	6 182		62 416

CADRE B

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Différentiel de durée	DOTATIONS Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	REPRISES Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Mouv. net des amorts fin de l'exercice
Frais d'établissement							
Fonds commercial							
Autres immos incorporelles							
TOTAL							
Terrains							
Constr.							
Sur sol propre							
Sur sol autrui							
Inst. agenc. et amén.							
Inst. techn. mat. et outillage							
A. immo. corp.							
Inst. gales, ag. am div							
Matériel transport							
Mat. bureau mobilier inf.							
Emballages réc. divers							
TOTAL							
Frais d'acquisition de titres de participations							
TOTAL GÉNÉRAL							
Total général non ventilé							

CADRE C	Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net a la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler					
Primes de remboursement des obligations					

L

ASSOC CIDFF
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Du 01/01/2024 au 31/12/2024



PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Une provision pour risque d'un montant de 8 193,59 € a été comptabilisée au 31.12.2024 concernant l'action 2024 financée par le FAMI.

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice
			utilisées	non utilisées	
Provisions pour litiges					
Prov. pour garanties données aux clients					
Prov. pour pertes sur marchés à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change					
Prov. pour pensions et obligations similaires					
Provisions pour impôts					
Prov. pour renouvellement des immobilisations					
Prov. pour gros entretien et grandes réparations					
Prov. pour chges sociales, fiscales / congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges		8 193,59			8 193,59
TOTAL		8 193,59			8 193,59
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
d'exploitation		8 193,59			
financières					
exceptionnelles					

h

ASSOC CIDFF
ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES

Du 01/01/2024 au 31/12/2024



ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	100		100
	Clients douteux ou litigieux			
ACTIF CIRCULANT	Autres créances clients	90 463	90 463	
	Créances rep. titres prêtés : prov. / dep. antér.			
	Personnel et comptes rattachés	20	20	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Etat & autres			
	Taxe sur la valeur ajoutée			
	coll. publiques			
	Autres impôts, taxes & versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers (dont créances rel. op. de pens. de titres) (3)			
	Charges constatées d'avance	4 151	4 151	
TOTAUX		94 733	94 633	100
renvois	(1) Montant	- Créances représentatives de titres prêtés		
	des	- Prêts accordés en cours d'exercice		
	(2)	- Remboursements obtenus en cours d'exercice		
	(2) Prêts & avances consentis aux associés (pers.physiques)			
	(3) Créances reçues par legs ou donations			

h

ASSOC CIDFF
COMPTES DE RÉGULARISATION - ACTIF

Du 01/01/2024 au 31/12/2024



CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	4 151
Financières	
Exceptionnelles	
TOTAL	4 151

PRODUITS À RECEVOIR

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	14 095
Autres créances	
Disponibilités	
TOTAL	14 095

h

ASSOC CIDFF
TABLEAU VARIATION DES FONDS PROPRES

Du 01/01/2024 au 31/12/2024



TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

Un contrat d'apport avec droit de reprise d'un montant de 20 000 € a été soucrit le 05.03.2024 auprès de l'association FRANCE ACTIVE. Cet apport avec droit de reprise a été consenti pour une durée de 60 mois (dont 24 mois de différé) et n'est assorti d'aucun intérêt.

Variation des fonds propres	Solde à l'ouverture de l'exercice	Affectation	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres statutaires	40 869,53				40 869,53
Fonds propres avec droit de reprise					
Fonds propres complémentaires			20 000,00		20 000,00
Report à nouveau	71 202,91		161 073,40	127 370,85	104 905,46
Excédent ou déficit de l'exercice	33 702,55		513 871,36	528 319,51	19 254,40
Subventions d'investissement	870,58		17 612,65	18 483,23	
TOTAUX	146 645,57		712 557,41	674 173,59	185 029,39

2

ASSOC CIDFF
ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES DETTES

Du 01/01/2024 au 31/12/2024



ÉTAT DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)					
Autres emprunts obligataires (1)					
Emprunts & dettes	à 1 an max. à l'origine				
etbs de crédit (1)	à plus d' 1 an à l'origine	19 107	3 677	15 431	
Emprunts & dettes financières divers (1)(2)					
Fournisseurs & comptes rattachés		7 495	7 495		
Personnel & comptes rattachés		30 844	30 844		
Sécurité sociale & autr organismes sociaux		25 212	25 212		
Etat & autres	Impôts sur les bénéfices				
collectiv. publiques	Taxe sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, tax & assimilés	152	152		
Dettes sur immobilisations & cpts rattachés					
Groupe & associés (2)					
Autres dettes (dt det. rel. opér. de titr.)					
Dette représentative des titres empruntés					
Produits constatés d'avance		5 950	5 950		
TOTAUX		88 760	73 329	15 431	
Renvois	(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	20 000			
	Emprunts remboursés en cours d'exer.	893			
	(2) Montant divers emprunts, dett/associés				

ASSOC CIDFF
COMPTES DE RÉGULARISATION - PASSIF

Du 01/01/2024 au 31/12/2024



PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	5 950
Financiers	
Exceptionnels	
TOTAL DES PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	5 950

CHARGES À PAYER

CHARGES À PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 808
Dettes fiscales et sociales	39 890
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
TOTAL DES CHARGES À PAYER	44 698

1

ASSOC CIDFF
ENGAGEMENTS
Du 01/01/2024 au 31/12/2024



DROIT INDIVIDUEL À LA FORMATION (DIF)

La loi du 5 mars 2014 relative à la formation met en oeuvre le compte personnel de formation (CPF) qui remplace le DIF à compter du 1er janvier 2015.
 Les droits acquis par les salariés au titre du DIF jusqu'au 31 décembre 2014 (au maximum 120 heures acquises par les salariés) sont toutefois conservés : ils sont automatiquement transférés sous le régime du CPF et ils pourront être mobilisés selon leur ancienneté jusqu'au 30 juin 2021.

INDEMNITÉ DE DÉPART À LA RETRAITE

L'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 4 227,87 Euros.
 Cet engagement n'a pas été comptabilisé.

ENGAGEMENTS DONNÉS

	Autres	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Montant
Effets escomptés non échus						
Cautionnements, avals et garanties donnés par la société						
Engagements assortis de sûretés réelles						
Intérêts à échoir						
Assurances à échoir						
Autres engagements donnés :						
Contrats de crédits-bails						
Contrats de locations financement						

TOTAL (1)

	Autres	Dirigeants	Provisions	Montant
Engagements en matière de pensions				

TOTAL

ENGAGEMENTS REÇUS

	Autres	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Montant
Cautionnements, avals et garanties reçus par la société						
Sûretés réelles reçues						
Actions déposées par les administrateurs						
Autres engagements reçus						

TOTAL

ASSOC CIDFF
HONORAIRES VERSÉS COMMISSAIRES AUX
COMPTES
Du 01/01/2024 au 31/12/2024



COMMISSAIRES AUX COMPTES

SAS AUDITEURS STEPHANOIS
Compagnie régionale de Montpellier-Nîmes
8 boulevard Saint Assiscle 66000 PERPIGNAN

MONTANT DES HONORAIRES VERSÉS AUX COMMISSAIRES AUX COMPTES

	Exercice	Exercice N-1
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés :	3 816	3 708
TOTAL	3 816	3 708

ASSOC CIDFF
PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

Du 01/01/2024 au 31/12/2024



DÉSIGNATION	CHARGES	PRODUITS
PST (AVOIR 27.04.22) AJUST COT PST (AVOIR 27.04.22) AJUST COT		143
PST (AVOIR 26.01.21) AJUST COT PST (AVOIR 26.01.21) AJUST COT		28
SOLTEA / TAXE APPRENTISSAGE SOLTEA / TAXE APPRENT SOLDE 23		4 600
QP SUB INVEST RAPPROCHE RT QP SUB INVEST RAPPROCHE RT		871
TOTAL		5 641

1

ANX TRANSFERTS DE CHARGES

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

Dans le cadre de la reconversion professionnelle de Mme Marine VEGARA, l'organisme TRANSITION PROFESSIONNELLE a permis de compenser son salaire a hauteur de 17 779 €.

Dans le cadre des Aides à l'Embauche, le salaire de Mme Naomie BLANCHET a été compensé à hauteur de 4 988 €.

DÉSIGNATION	Exploitation	Financières	Exceptionnelles
RBT BOUYGUES TELECOM RBT BOUYGUES TELECOM	71		
FNCIDFF / FORMATION IPA 2022 P FNCIDFF / FORMATION IPA 2022	260		
FNCIDFF / COMM VIOLENCES 28/03 FNCIDFF / COMM VIOLENCES 2	305		
FNCIDFF / COMM EMPLOI 19/06/24 FNCIDFF / COMM EMPLOI 19/06	320		
FNCIDFF RBT FRAIS GPE TRAVAIL FNCIDFF RBT FRAIS GPE TRAVAIL	212		
FNCIDFF FRAIS COMM VIOLENCES C FNCIDFF FRAIS COMM VIOLEN	160		
FNCIDFF FRAIS COMM EMPLOI SH FNCIDFF FRAIS COMM EMPLOI S	195		
EXT PAR TRANSITION PRO 12.23 EXT PAR TRANSITION PRO 12.23	-111		
EXT PAR TRANSITION PRO 12.23 EXT PAR TRANSITION PRO 11.23	-1 923		
TRANSITION PRO AVANCE FEV+REGU TRANSITION PRO AVANCE FE	2 428		
TRANSITION PRO SAL MV REGUL NO TRANSITION PRO SAL MV REG	6 330		
TRANSITION PRO SAL MV REGUL MA TRANSITION PRO SAL MV REG	1 419		
TRANSITION PRO SAL MV SOLDE MA TRANSITION PRO SAL MV SOL	4 814		
TRANSITION PRO / SALAIRE M.VEG TRANSITION PRO / SALAIRE M.	1 840		
TRANSITION PRO / SALAIRE .VEGA TRANSITION PRO / SALAIRE .VE	654		
TRANSITION PRO / SALAIRE M.VEG TRANSITION PRO / SALAIRE M.	217		
TRANSITION PRO SALAIRE VEGARA TRANSITION PRO SALAIRE VEG	2 111		
ASP CUI BLANCHET FEVRIER ASP CUI BLANCHET FEVRIER	404		
ASP CUI BLANCHET MARS ASP CUI BLANCHET MARS	404		
ASP / CUI BLANCHET AVRIL ASP / CUI BLANCHET AVRIL	404		
ASP CUI BLANCHET MAI ASP CUI BLANCHET MAI	323		
ASP CUI BLANCHET JUIN ASP CUI BLANCHET JUIN	404		
ASP CUI BLANCHET JUILLET ASP CUI BLANCHET JUILLET	404		
ASP CUI BLANCHET AOUT ASP CUI BLANCHET AOUT	525		
ASP CUI BLANCHET SEPTEMBRE ASP CUI BLANCHET SEPTEMBRE	525		
ASP CAE BLANCHET ASP CAE BLANCHET	525		
ASP CAE BLANCHET ASP CAE BLANCHET	535		
ASP CAE BLANCHET ASP CAE BLANCHET	535		
UNIFORMATION RMBT FORMATION E1 UNIFORMATION RMBT FORM	1 234		
UNIFORMATION RMBT FORMATION V1 UNIFORMATION RMBT FORM	1 928		
UNIFORMATION RMBT FORMATION M4 UNIFORMATION RMBT FORM	3 312		
FR-CIDFF OCCITANIE / RBT FRAIS FR-CIDFF OCCITANIE / RBT FRAI	90		
TOTAL	30 854		

h